



Troisième stratégie de compensation : le point de vue des *think tank* américains

Dans le cadre de la réflexion menée autour d'une troisième stratégie de compensation, présentée par le Colonel Jean-Patrice Le Saint dans une note du CESA parue en mars 2015, le Département of Defense (DoD) fait appel à plusieurs *think tanks* dont les recommandations portent sur les stratégies à adopter, sur le rôle des innovations technologiques et du gouvernement, ainsi que sur la dissuasion nucléaire.

Stratégie globale vs. stratégies régionalisées

Andrew Hunter (*Center for Strategic and International Studies – CSIS*), David Ochmanek (*RAND Corporation*) et Steven Grundman (*Atlantic Council*) s'accordent sur le besoin vital des États-Unis de concevoir une stratégie nationale de sécurité globale dans un contexte international complexifié, notamment par la prolifération des systèmes d'armes de précision (missiles sol-air russes *SA-16* utilisés par de nombreux pays, comme l'Iran, la Syrie, la Birmanie...).

Toutefois, pour Alexandra Sander (*Center for a New American Security – CNAS*), cette nouvelle stratégie ne doit pas être un concept universel, au risque de se diluer comme la *Revolution in Military Affairs (RMA)*, mais doit se décliner suivant les problématiques régionales (Russie, Chine, Moyen-Orient).

Les innovations technologiques et leur diffusion



Pour Hunter et Ochmanek, la diffusion des nouvelles technologies peut représenter un atout en créant des pôles régionaux de rivalité (acquisition de systèmes d'*Anti-Access/Area Denial* autour de la Chine par Taïwan, le Vietnam...). Sander estime que les USA peuvent tirer parti de l'exportation de ces technologies en renforçant à la fois leurs partenaires étrangers et le tissu industriel national (le Japon compte acheter six *F35A*).

Pour Ochmanek, investir dans ces technologies renforcerait la crédibilité des capacités militaires des USA, et par là même l'adhésion, notamment des alliés, à leurs interventions militaires. Si le développement technologique implique la génération d'un important volume de données, leur traitement nécessite de trouver un équilibre entre automatisation et intelligence humaine, laquelle peut alors constituer un avantage comparatif à entretenir *via* des investissements dans l'éducation et dans la formation.

Pouvoir politique et complexe militaro-industriel

Hunter et Sander invitent le gouvernement à renforcer ses partenariats avec les grands groupes industriels et commerciaux et à réformer le système d'acquisition des technologies en adoptant des approches sur-mesure. Conjuguer stratégie de long terme et cycles d'innovation de court terme permettrait de capitaliser sur la vitesse de développement technologique dans le secteur commercial.

Ochmanek plaide pour un approfondissement des partenariats avec les États alliés afin de mutualiser les coûts de recherche et de développement, à l'instar du système antibalistique israélien *Arrow*, cofinancé par Israël, par les USA et par l'Inde. La gestion des programmes et des ressources militaires devrait bénéficier de davantage de flexibilité et de souplesse par un dialogue accru entre le Congrès et le DoD.

Le facteur nucléaire

Elbridge Colby (*CNAS*) souligne l'importance de la dissuasion nucléaire. Durant la guerre froide, la deuxième stratégie de compensation visait à combattre efficacement sous la menace d'une éventuelle escalade nucléaire. La chute de l'URSS et l'infériorité technologique des adversaires dans les conflits suivants ont atténué cette menace et relativisé la prédominance de la dissuasion nucléaire (importante réorganisation de l'*US Air Force* en 1992 et levée de l'état d'alerte nucléaire permanent pour les bombardiers, les avions de ravitaillement et les missiles *LGM-30F*).

Selon Colby, les USA doivent continuer d'investir dans le secteur afin de maintenir la pertinence de la dissuasion face à des adversaires potentiels, tels que la Chine et la Russie, dont les investissements dans les forces conventionnelles et nucléaires se poursuivent, et afin d'écarter les menaces de chantage.

Tout comme les lobbies, les *think tank* occupent une place considérable dans l'élaboration des politiques américaines. Face à de nouvelles problématiques, les gouvernements commandent des rapports d'analyse et appuient leurs décisions sur ces expertises. Si le *CNAS* est particulièrement sollicité par l'administration Obama, la *RAND Corporation* et le *CSIS* conservent un poids institutionnel significatif. Ils pourraient donc être amenés à avoir plus d'influence dans la prochaine administration dans l'élaboration de cette troisième stratégie de compensation.